

«La junte birmane apparaît de plus en plus comme un régime isolé»



Dans le centre de Rangoun, jeudi. Reuters.

La directrice du Centre Asie à l'Ifri, Valérie Niquet, estime que l'une des inconnues de la crise birmane réside dans l'attitude de l'armée si la répression s'intensifie.

Par Arnaud Vaulerin

LIBERATION.FR : jeudi 27 septembre 2007

Valérie Niquet est directrice du centre Asie à l'Institut français des relations internationales (Ifri) et spécialiste des questions de stratégie en Asie. Elle estime que la mobilisation internationale, notamment celle de la Chine, peut limiter l'ampleur de la répression en Birmanie.

Nos correspondants sur place et les témoins que nous avons été interrogés insistent pour dire que cette mobilisation n'est pas aussi massive qu'en 1988?

D'après les informations dont je dispose, il est vrai que la population civile se joint d'une manière relativement marginale aux manifestations de moines qui sont tout de même importantes et visibles. On sait par ailleurs que dans le Nord du pays, qui est sous l'influence économique de la Chine, il y a eu des manifestations dirigées contre la junte et contre Pékin qui soutient cette junte et qui profite économiquement du régime. Par ailleurs, il faut se souvenir qu'en 1988, les protestations ont duré plusieurs mois. Aujourd'hui, après les manifestations de l'été, on est dans un processus qui peut s'arrêter ou qui peut prendre de l'ampleur selon les actions de la junte et les aspirations des gens dans la rue.

Comment expliquer que la réaction de la junte soit relativement plus prudente et mesurée qu'en 1988?

On est dans une situation stratégique et internationale très différente. Le régime birman apparaît de plus en plus comme un régime dépassé et isolé, même au niveau régional. Par ailleurs, à la grande différence de 1988, il y a une focalisation des médias internationaux et de l'opinion publique internationale qui exercent une forte pression sur les généraux qui ne pourront pas réprimer brutalement sans en supporter les conséquences. D'ailleurs, selon certaines informations, il semble que la famille d'un des généraux de la junte aurait déjà quitté le pays pour gagner Singapour. On sent une lassitude du côté du pouvoir.

Comment la Chine se positionne-t-elle par rapport à cette crise?

La république populaire de Chine, qui est le premier partenaire de la Birmanie et qui a beaucoup d'intérêts à défendre, est elle-même soumise à de fortes pressions à la veille des Jeux olympiques. On attend d'elle qu'elle joue un rôle responsable sur la scène internationale, on l'a vu au Darfour, sur la question Iranienne ou avec la Corée du Nord. En termes d'images, elle ne peut pas se permettre de soutenir un pays qui se livrerait à une répression sanglante. Et par ailleurs, des manifestations des populations civiles et des religieux est un très mauvais exemple pour les autorités de Pékin qui redoutent les éventuelles conséquences d'un tel mouvement chez eux.

L'âge et la maladie des généraux témoignent-ils d'une usure du pouvoir et expliquent-ils pourquoi la répression semble moins violente?

L'état de santé des généraux n'est pas très bien connu. On les dit malades mais le régime est solide et il n'a pas été renversé. L'autre inconnue, c'est l'armée. Peut-elle se diviser, refuser la répression? Des passerelles

peuvent-elles être jetées entre militaires et populations civiles? A la différence d'autres pays en Asie, il y a une réelle opposition politique en Birmanie, qui peut être vue comme une réelle alternative aux généraux.

En quoi la répression de 1988 a-t-elle encore une influence sur les militaires et sur la population?

La peur est toujours là car il y a eu alors énormément de victimes et d'arrestations. La répression de 1988 a joué un rôle pour limiter l'expression d'une volonté démocratique.

Cette fois-ci, les revendications semblent d'abord des exigences sociaux-économiques et moins des attentes de changement politique...

Oui, mais les revendications économiques apparaissent comme une goutte d'eau qui fait déborder le vase. En 1988, les manifestations étaient parties de la dévaluation de la monnaie qui avait ruiné la population.

Aujourd'hui, c'est l'augmentation du prix des carburants. C'est un moyen d'exprimer un mécontentement et la volonté de passer à autre chose.

- [Accéder au forum "Birmanie: la loi de la junte?"](#)

<http://www.liberation.fr/actualite/monde/281141.FR.php>

© Libération